

instaurer des liens plus solides avec la Russie tout en étant d'un maigre secours aux pays qu'il est censé défendre.

En conséquence, la nécessité s'impose d'un moyen terme entre une résistance ouverte à la Russie et la soumission. Certes, il semble bien difficile de contenir l'emprise russe, mais on pourrait en assouplir les formes et en atténuer les conséquences en essayant de situer les efforts russes de « maintien de la paix » dans un contexte multilatéral. La participation d'observateurs des Nations Unies et de la CSCE à ces efforts, par exemple, en augmenterait la transparence, ce qui permettrait d'éviter les débordements. Elle habituerait aussi les Russes à travailler dans un cadre multilatéral. Les retombées négatives de la poussée hégémonique russe pourraient aussi être atténuées par une politique dynamique d'aide aux États consentants (comme le Kazakhstan et le Kirghizistan) en matière de développement économique, par l'apport d'une assistance technique et économique, et par la promotion des investissements étrangers sans lesquels la stabilité de ces économies est compromise, en bref par l'établissement des contrepoids que souhaitent les dirigeants de la région les plus émancipés.

Apparemment, c'est au sein d'organismes multilatéraux comme l'ONU et la CSCE que le Canada joue le mieux son rôle dans les domaines de la sécurité militaire et de la limitation des armements. Le Canada pourrait jouer un rôle plus actif sur le plan de l'aide politique et économique. Son aptitude à régler pacifiquement des conflits d'ordre ethnique ou culturel serait des plus utiles au Kazakhstan et au Kirghizistan en particulier. Ses compétences techniques concernant la culture dans les plaines arides et l'exploitation des richesses naturelles ne manquent pas d'intérêt pour la région. Et, comme on l'a dit en introduction, le secteur des richesses naturelles présente un énorme potentiel pour les investisseurs canadiens et les exportateurs de certaines technologies.

Enfin, vu les contraintes qui pèsent sur les ressources du Canada et les compétences qui le caractérisent, il y aurait lieu de préciser ses axes d'intervention prioritaires. En ce qui a trait à l'aide canadienne à la stabilisation politique, le Kirghizistan et le Kazakhstan devraient avoir préséance étant donné qu'ils abritent une multitude d'ethnies et qu'ils sont relativement favorables à une réforme politique. Pour ce qui est des perspectives économiques, les cibles logiques sont le Kazakhstan et le Turkménistan. Cependant, ainsi qu'on l'a vu à propos du Kazakhstan, la représentation diplomatique du Canada est d'une discrétion qui limite sensiblement sa capacité d'arrêter une politique appropriée, d'exploiter les nombreuses possibilités existantes, et d'affirmer sa présence et son point de vue dans la région.